

Les vendanges s'annoncent catastrophiques

Une nuit de gel entre le 22 et le 23 avril qui a précédé un été pluvieux sans soleil auront eu raison des vignes qui s'étaient montrées si généreuses en 2023.

FRÉDÉRIC DELEPIERRE

Une catastrophe. Le secteur viticole belge n'a pas d'autre mot pour qualifier les vendanges qui se profilent d'ici une quinzaine de jours. Alors que l'année 2023 avait permis d'engranger des récoltes inespérées, grâce à la générosité du soleil, l'année 2024 est déjà considérée comme presque perdue avant même le début des récoltes. « Nous n'allons pas atteindre la moitié du rendement habituel », anticipe Vanessa Wyckmans Vaxelaire, gérante du château de Bioul et présidente de l'Association des vignerons de Wallonie. « Ça vaut pour la production de mon domaine comme pour l'ensemble des vignerons de Wallonie chez qui j'ai effectué un coup de sonde. »

Les explications du faible rendement de la vigne cette année sont multiples. « Comme nous n'avons pas vraiment eu d'hiver, les vignes ont débouffé six semaines plus tôt que la normale », explique Mathilde Eck, chargée de mission horticulture comestible au sein du Collège des producteurs. « Ensuite, durant la nuit du 22 au 23 avril, les premiers bourgeons ont été touchés de plein fouet par le gel qui a atteint -6°C par endroits. Le premier bourgeon est celui qui donne l'essentiel de la récolte mais nous devons quand même voir comment les bourgeons secondaires ont poussé. Par la suite, les viticulteurs ont subi des pluies incessantes qui ont fortement perturbé la pollinisation et ont permis au mildiou d'attaquer les raisins. »

« La fameuse nuit de gel a provoqué des pertes de 60 % à 90 % chez certains vignerons qui ont parfois pu en récupérer 20 % », précise Vanessa Vaxelaire. « Mais comme chacun sait, la vigne a besoin de soleil et il a beaucoup manqué cet été. La floraison n'a parfois pas pu se faire. » Et Mathilde Eck d'ajouter que « l'impact reste variable d'une zone à l'autre. Tout dépend de l'orientation et de l'inclinaison de la vigne ».

Une grande partie de la vigne wallonne est cultivée en bio. Même si elle a souffert de l'été pluvieux et qu'elle donnera peu de raisin, c'est une bonne chose. « C'est de la vigne qui a mieux résisté à la coulure – un phénomène naturel résultant d'une mauvaise fécondation des fleurs de la vigne –, que la vigne traditionnelle », ajoute la présidente des vignerons wallons.

Ensuite, face au mildiou, les risques ont été les mêmes pour les vignerons travaillant en bio ou en traditionnel. Avec des armes différentes pour tenter d'y faire face. « En Belgique, comme en Allemagne et en France, les producteurs bio ne peuvent utiliser que 4 kilos de cuivre par ha/an », détaille Mathilde Eck. « Les conditions météo de cette année font que la limite est déjà atteinte partout alors que le mildiou est encore très présent. Ce qui génère une grosse crainte. » « Les traditionnels, eux, ont beaucoup traité durant trois ou quatre jours », ajoute Vanessa Vaxelaire. « C'est plus efficace. »

Le pétillant, une solution

D'un producteur à l'autre, les vendanges commenceront entre le 15 septembre et la fin du mois. Elles se termineront à la fin octobre. « Les bonnes années, comme l'an dernier, nous réussissons à produire 40.000 bouteilles », commente la gérante du château de Bioul. « Cette année, on atteindra à peine les 20.000. J'ai déjà vécu ça deux fois en quinze ans. C'est très difficile. »

Produire moins, certes, mais quel sera le niveau de qualité ? « Avec le manque de soleil, certains viticulteurs auront du mal à avoir un raisin qui donnera un vin à 12° d'alcool », redoute la chargée de mission du Collège des producteurs. « Certains ont déjà annoncé qu'ils vendangeront plus tôt. Leurs raisins leur permettront d'arriver entre 9,5 et 10,5° d'alcool et ils produiront du vin pétillant, contrairement à ce qu'ils font habituellement. »

« Le changement climatique a mené



Comme chacun sait, la vigne a besoin de soleil et il a beaucoup manqué cet été. La floraison n'a parfois pas pu se faire

Vanessa Wyckmans Vaxelaire
Présidente de l'Association des vignerons de Wallonie



Cette année, les vendanges commenceront aux alentours du 15 septembre et auront un rendement très faible. © ALAIN DEWEZ

à une explosion des installations de viticulteurs en Wallonie ces dernières années », constate Mathilde Eck. « Ces domaines débutent et une année catastrophique comme celle-ci va avoir un gros impact sur leurs finances. » Ils ne seront pas les seuls. Les plus anciens aussi vont passer à la caisse. « On ne va pas le sentir tout de suite car on va vendre la production de l'année dernière », embraie Vanessa Vaxelaire. « Mais l'année prochaine, on n'aura rien à proposer aux restaurateurs qui ont accepté de proposer nos vins à leurs tables. Il va falloir recommencer tout le travail et regagner leur confiance. »

L'impact du climat sur la vigne en Belgique, Sébastien Doutreloup, climatologue à l'ULiège, l'étudie. « Quand on regarde les années 80-90, le climat était trop frais pour pouvoir planter de la vigne dans notre pays », constate-t-il. « Dans les années 2000-2010, le réchauffement a commencé et désor-

mais, nous sommes dans des climats tempérés. On s'approche du climat de la Champagne, voire de la Bourgogne d'il y a 30 ans. Pour 2100, nous arriverons sur un domaine comme le Languedoc. Les vins blancs belges sont déjà très bons et les pétillants rivalisent avec les meilleurs champagnes. A l'avenir, les rouges seront aussi de bonne qualité. Ils seront plus fruités et plus gustatifs. »

Pour autant, le climatologue ne voit pas la Belgique être envahie de vignes à l'avenir. « C'est une culture en progression à cause de l'évolution du climat et aussi par effet de mode », analyse-t-il. « Mais la vigne ne va pas remplacer le blé partout. Elle peut, par contre, être cultivée sur des terrains pentus et inexploités jusqu'à présent. Mon rêve est de pouvoir dire à un agriculteur qu'il doit planter tel ou tel cépage car il sera rentable dans une trentaine d'années. »



Davantage de trains le week-end et en soirée : ce sera pour plus tard

Le conseil d'administration de la SNCB a décidé de reporter l'augmentation de l'offre prévue, malgré les engagements pris envers le gouvernement dans le cadre du contrat de service public. Une décision applaudie par la CGSP-Cheminots mais dénoncée par le ministre de la Mobilité qui envisage une « action » pour s'y opposer.

BENOÎT JULY

La demande de la direction de la SNCB, le conseil d'administration du transporteur public a acté ce matin qu'il n'était pas possible, en l'état, d'augmenter l'offre de trains dans la mesure initialement annoncée. Il s'agit d'un sérieux revers pour la SNCB, qui se voit incapable de respecter l'engagement pris en 2022 dans le cadre du contrat de service public qui la lie au gouvernement et qui vise à augmenter de 10 % l'offre de trains d'ici 2032, et de 30 % le nombre de voyageurs sur la même période. Un engagement qu'elle avait formellement retranscrit dans son plan de transport courant jusqu'en 2026.

Il s'agit aussi d'un sérieux revers pour le ministre de la Mobilité, Georges Gilkinet (Ecolo) qui, désormais en affaires courantes, s'était publiquement indigné de cette perspective et avait formellement demandé, ce jeudi, au CA de ne pas entériner cette décision de report. « Jamais la SNCB n'a obtenu autant de moyens, des perspectives aussi claires. C'est à présent à elle d'assurer sa part et de s'organiser pour répondre aux objectifs fixés au profit des voyageurs », affirmait-il.

Essentiellement justifiée par la diffi-

culté de recruter des conducteurs, principalement en Flandre, afin de faire rouler les trains supplémentaires prévus, pareille décision relève du bon sens, juge le syndicat CGSP-Cheminots. « Cette extension de l'offre prévoyait une augmentation du nombre de trajets de l'ordre de 2.000 par semaine, soit 8.000 par mois, alors qu'aujourd'hui, on n'est même pas capable d'assurer le service normal : on supprime entre 3.000 et 3.500 trains par mois », commente Pierre Lejeune, président de la CGSP-Cheminots, qui se dit en parfait accord sur ce plan avec la patronne de la SNCB, Sophie Dutordoir.

Le ministre veut contrer le CA

« Le défi pour passer d'une offre déficitaire de 3.000 trains par mois (qui donc sont supprimés, NDLR) à une offre supplémentaire de 8.000 trains (qu'on voudrait rajouter, NDLR) est colossal », poursuit-il. « La priorité absolue doit donc être de stabiliser et de consolider l'offre actuelle, notamment en parvenant à recruter des conducteurs en nombre suffisant : seuls 300 d'entre eux ont été recrutés en 2024, soit la moitié à peine de l'objectif qui était fixé à 625. »

Le temps de digérer la décision, le

Jamais la SNCB n'a obtenu autant de moyens, des perspectives aussi claires. C'est à présent à elle d'assurer sa part et de s'organiser pour répondre aux objectifs fixés au profit des voyageurs

Georges Gilkinet
Ministre de la Mobilité



ministre de tutelle n'entend apparemment pas en rester là. « Nous déplorons cette décision du conseil d'administration qui n'est pas en ligne avec les ambitions et qui surtout est décevante pour les voyageurs qui attendent du changement », nous dit-on au cabinet de Georges Gilkinet. « Nous allons examiner les actions possibles pour contrer cela. »

Dans un communiqué diffusé en fin d'après-midi, le CA de la SNCB choisit quant à lui de voir le verre à moitié plein. Evoquant un taux de croissance de 5 % de l'offre de transport pour la période 2023-2026, au lieu des 7 % initialement prévus, il estime que cet « ajustement » tient compte « à la fois du personnel disponible et de la capacité limitée de l'infrastructure à certains endroits du réseau d'Infrabel ».

Surtout, le CA, qui dit avoir approuvé l'offre de trains pour 2025 à l'unanimité, souligne que « cette croissance est une première étape pour atteindre les 10 % de croissance à l'horizon 2032, tels que prévus dans le contrat de service public ». De la sorte, la SNCB confirme l'objectif final. « Les projets qui ne peuvent pas être réalisés maintenant seront intégrés dans les futurs plans de transport à partir de décembre 2025. »